

L'Europe peut-elle se passer de «champions»?

NOUVELLES FRONTIÈRES

Il y a trente ans, la Chine fermait définitivement la dernière usine de locomotives à vapeur dans la ville charbonnière de Datong. Aujourd'hui, cette même Chine possède le plus grand réseau de trains à grande vitesse du monde. En matière ferroviaire, elle est passée du XIXe siècle au XXIe siècle en une génération. Ce saut a été rendu possible par les transferts technologiques des maîtres du rail japonais, allemands, français et canadiens forcés de céder leur savoir-faire pour accéder au «plus grand marché du monde». Le territoire chinois arrivant à saturation, Pékin a fusionné ses deux entreprises ferroviaires pour former un «champion mondial», CRRC (China Railway Rolling Corporation), acteur central du programme des Routes de la soie du président Xi Jinping qui se déploie en Asie, en Afrique et vers l'Europe. Ce géant est parti à la conquête de la planète, sans complexe, avec les subsides de l'Etat chinois sous forme de prêts aux pays qui se portent acquéreurs de son matériel. C'est l'une des plus belles réussites industrielles de la Chine des réformes.

Face à ce rouleau compresseur, Paris et Berlin ont voulu créer un «champion européen» par la fusion d'Alstom et de Siemens. Réunis, ces deux groupes «pèsent» la moitié du chiffre d'affaires de CRRC. Mais dotés de technologies de pointe et insérés dans une stratégie européenne, ils seraient en mesure de tenir le choc en Europe et à l'international. Ne restait plus qu'à obtenir le feu vert de Bruxelles pour aller de l'avant.

Mercredi le feu est pourtant passé au rouge. Stupeur à Paris et Berlin. On crie à la trahison, on affiche son incompréhension. Voilà la preuve que l'UE n'a rien compris au monde de demain. «La Commission ne sert pas les

intérêts de l'Europe mais ceux de la Chine», s'emporte Bruno Le Maire. A vous dégoûter d'être pro-européen. Les souverainistes applaudissent («l'Allemagne ne fera pas main basse sur un fleuron français», dixit Le Pen), les syndicalistes respirent (il n'y aura pas de restructuration).

La commissaire à la Concurrence de la Commission européenne, la Danoise Margrethe Vestager, ne s'est pas laissé impressionner. Sa décision est motivée au nom du marché (évi-

La Commission a décidé au mieux des intérêts européens, au plus près des valeurs européennes

ter la formation d'un monopole) et de la défense des consommateurs (assurer les meilleurs prix grâce à la concurrence). Quant au défi chinois, elle ne le voit pas poindre ou si peu (Pékin a des projets en Serbie, en République tchèque et en Macédoine). Elle a décidé au mieux des intérêts européens, au plus près des valeurs européennes. Sa posture est irréprochable.

N'est-il pas naïf, en 2019, face aux Etats-Unis de Trump, face à la Chine de Xi, face à tous ces ténors nationalistes qui s'imposent à la tête des grands pays, de continuer de prôner un marché ouvert et libre comme si rien n'avait changé? Peut-on encore ignorer la concurrence globale pour

réguler l'espace européen? Com bien de temps les industries européennes tiendront-elles le choc du capitalisme d'Etat chinois? Ces questions vont être de plus en plus présentes dans les arbitrages du continent.

La réponse apportée par Paris et Berlin n'en est pas moins discutable. Faut-il adopter la logique chinoise de former des «champions» industriels pour affronter le monde de demain? Un «Airbus ferroviaire» est-il nécessaire alors qu'Alstom et Siemens se portent bien? Margrethe Vestager a fort justement rappelé qu'Airbus avait été créé pour briser un monopole, celui de Boeing, et non pour regrouper des concurrents européens.

Ne vaut-il pas mieux porter le combat sur un autre terrain celui d'un protectionnisme intelligent, qui s'appuie sur la notion de réciprocité. Pékin veut investir ou racheter des entreprises en Europe? Très bien. Mais les entreprises européennes peuvent-elles en faire de même en Chine? Oui? Pas de problème. Non? Alors, on protège. Comme Pékin restreint drastiquement l'accès à ses entreprises stratégiques, fort nombreuses, cela limite le périmètre et les risques (selon ce principe, la Suisse n'aurait pas dû laisser une entreprise d'Etat chinoise s'emparer de Syngenta).

Reste une autre question en suspens: face à la montée des souverainistes en Europe, quel est le meilleur moyen de défendre l'utilité de l'Union? Est-ce en appliquant une certaine orthodoxie du marché, comme l'a fait la Commission, ou en défendant l'idée d'un «Etat stratège» comme l'ont prôné Emmanuel Macron et Angela Merkel pour justifier cette fusion? ■

FREDERIC KOLLER
JOURNALISTE

